

solde net des articles non budgétaires représentera sans doute, calculé sur cette base, environ 350 millions de dollars contre 163 millions l'an dernier. Ajouté au déficit budgétaire, cela exigerait un montant total en espèces d'environ 500 millions de dollars cette année, par comparaison avec les 187 millions qui figurent au Livre blanc pour l'année qui se termine.

Je ne propose pas de décaisser les sommes que nous recevons de l'impôt remboursable comme nous le faisons pour les recettes ordinaires. J'entendrais plutôt les conserver comme supplément à n'importe quels autres soldes en espèces que nous détiendrions, à moins que la situation économique ne change et ne rende économiquement souhaitable que nous empruntions moins, afin de diminuer la pression sur le marché des capitaux.

Je devrais aussi rappeler que, dans les arrangements pris avec les États-Unis quant à la balance des paiements, le gouvernement est convenu de réduire ses réserves de change jusqu'à concurrence d'environ 2,600 millions de dollars. Cela entraînerait une diminution de l'ordre d'environ 200 millions de dollars, comparativement au montant au début du mois actuel. Toutefois, le gouvernement canadien devra soit acheter des titres canadiens détenus aux États-Unis, soit emprunter lui-même aux États-Unis, selon les exigences de notre balance des paiements et des emprunts que d'autres font à l'extérieur du Canada. Je crois donc que nous devons éviter en ce moment de prévoir les effets de ces changements éventuels de nos réserves et de nos opérations connexes sur nos besoins d'espèces au Canada.

Nos soldes de caisse actuels, au seuil de l'année sur laquelle porte le budget, sont assez élevés. Dans quelle mesure nous devons les réduire au lieu d'emprunter pour répondre à nos besoins d'espèces, voilà une question qu'il faudra trancher de temps à autre au cours de l'année, selon l'état du marché des capitaux, de la politique monétaire et d'autres facteurs économiques. Au cours de cette nouvelle année financière, il est évident que nos décisions et nos opérations relatives à la gestion de la dette exerceront une grande influence sur l'ensemble de notre politique économique.

Je dois signaler que l'accumulation et l'investissement de fonds en vertu du régime de pensions du Canada, bien qu'ils soient considérables, influenceront peu sur nos comptes ou notre financement, puisque nous prêtons tous ces fonds, à l'exception de soldes courants d'exploitation, aux gouvernements provinciaux ou à leurs organismes, conformément au régime de pensions du Canada.

[L'hon. M. Sharp.]

### Conclusions

Avant de terminer, j'aimerais brièvement faire ressortir deux points. Le Conseil économique du Canada, dans son premier exposé annuel, en décrivant les conditions et les politiques qu'il estime nécessaires pour atteindre nos objectifs économiques—prévus par la loi établissant le Conseil—a préconisé «une modération réfléchie dans les demandes touchant les salaires et dans les politiques commerciales concernant les prix, tout en reconnaissant mieux que si nous ne réussissons pas à maintenir une stabilité raisonnable des prix et des coûts, nous compromettrons la réalisation d'autres objectifs économiques fondamentaux, tels la viabilité de la balance des paiements et un niveau d'emploi élevé, ainsi que notre capacité de réaliser pour les Canadiens un niveau de vie sans cesse meilleur, une rentabilité raisonnable des entreprises et le maintien du pouvoir d'achat des pensions et des épargnes». C'est un temps où tous les Canadiens devraient s'astreindre à cette modération dans notre propre intérêt à long terme et résister à la tentation de tirer profit des avantages de négociation que l'essor actuel offre à beaucoup de monde dans le pays.

Deuxièmement, nous avons besoin d'une épargne canadienne accrue. Nous en avons besoin maintenant plus que jamais normalement en temps de paix. Économiser un peu plus, quitte à réduire ses dépenses personnelles, en temps de haute conjoncture économique, est un moyen par lequel chaque Canadien en particulier peut contribuer au succès de la politique économique nationale. On ne peut pas attendre des pauvres encore parmi nous qu'ils épargnent davantage de cette manière—mais ceux qui ont des revenus moyens ou supérieurs à la moyenne peuvent le faire.

### [Français]

J'ai à peine besoin de dire que, comme nouveau ministre des Finances, j'aurais préféré que mon premier budget se soit surtout distingué par des propositions de diminuer les impôts. Mais nous pouvons tous nous féliciter de ce que nous n'avons plus à résoudre les problèmes du ralentissement ou de la stagnation, mais à organiser la croissance et la prospérité. Notre tâche consiste à soutenir l'expansion économique la plus durable de l'histoire du Canada.

### [Traduction]

Je veux saisir cette occasion d'exprimer ma chaleureuse gratitude pour la contribution qu'a apportée à cet essor la politique de mon prédécesseur, l'honorable député de Davenport (M. Gordon).